

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### Administrateurs civils.

Par arrêté du Premier ministre en date du 15 avril 1971, M. Erick Egnell, administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe en service détaché, rattaché pour sa gestion au ministère de l'économie et des finances, est réintégré dans le corps des administrateurs civils à compter du 16 février 1971.

M. Erick Egnell, administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe, est affecté au ministère de l'économie et des finances à compter du 16 février 1971.

## JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

### Brevets d'Etat de moniteur, d'instructeur et de professeur d'équitation.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1966, modifié par les arrêtés des 10 octobre 1967 et 29 mars, 16 juin et 31 décembre 1970, relatif aux brevets d'Etat de moniteur, d'instructeur et de professeur d'équitation;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1969 donnant délégation de signature à M. Marceau Crespin, directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 6 de l'arrêté susvisé du 12 septembre 1966 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 6.

Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets visés aux articles précédents sont nommés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Ils sont constitués sur les bases suivantes :

Pour le brevet d'Etat de moniteur d'équitation :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, ou son représentant, président.

Le directeur du service des haras (ministère de l'agriculture) ou son représentant.

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant.

Deux représentants de la fédération française des sports équestres, dont un conseiller technique régional.

Un vétérinaire proposé par la fédération française des sports équestres.

Pour le brevet d'Etat d'instructeur d'équitation :

Même composition que pour le brevet d'Etat de moniteur, plus le directeur de l'institut national d'équitation ou son représentant, choisi parmi les écuyers du Cadre noir.

Pour le brevet d'Etat de professeur d'équitation :

Même composition que pour le brevet d'Etat d'instructeur, moins le vétérinaire.

Pour les examens des trois niveaux, la présence d'un médecin doit être prévue pour intervenir en cas d'accident. Ce médecin ne participe pas aux délibérations du jury.

Dans les mêmes conditions, un vétérinaire doit être prêt à intervenir au cours de l'examen du brevet d'Etat de professeur d'équitation.

Art. 2. — L'article 7 de l'arrêté susvisé du 12 septembre 1966 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 7.

#### I. — Brevet d'Etat de moniteur d'équitation.

2° Les épreuves pratiques... Toute note égale ou inférieure à 9 sur 20 est éliminatoire.

3° L'épreuve pédagogique... Toute note égale ou inférieure à 9 sur 20 est éliminatoire.

(Le reste sans changement.)

Art. 3. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 1971.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :  
Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

### Brevets d'Etat de moniteur de tennis et de professeur de tennis.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1968 portant création des brevets d'Etat de moniteur de tennis et de professeur de tennis;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1969 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 3 de l'arrêté susvisé du 16 janvier 1968 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 3.

Le brevet d'Etat de moniteur de tennis autorise ses titulaires à donner des leçons collectives et éventuellement des leçons individuelles de tennis dans des écoles de tennis ou dans des clubs de tennis.

Le brevet d'Etat de professeur de tennis autorise ses titulaires à enseigner le tennis et à entraîner des joueurs de tennis sans aucune restriction.

Art. 2. — L'article 5 de l'arrêté susvisé du 16 janvier 1968 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 5.

Pour être admis à se présenter aux examens des brevets d'Etat de moniteur et de professeur de tennis, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

1° En ce qui concerne le brevet d'Etat de moniteur de tennis :

Etre âgé de vingt ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen.

Etre titulaire du brevet de secourisme délivré par le service national de la protection civile. A titre transitoire, cette condition ne sera pas exigée en 1971.

Etre titulaire d'un brevet sportif populaire de l'année de l'examen ou de l'année immédiatement précédente du :

Neuvième degré au moins pour les candidats de moins de trente ans;

Huitième degré au moins pour les candidats de trente à trente-cinq ans;

Septième degré au moins pour les candidats de trente-cinq à quarante ans;

Sixième degré au moins pour les candidats de plus de quarante ans.

Les candidats qui ne pourront produire ce brevet sportif populaire en 1971 subiront les épreuves correspondantes lors d'une session spéciale organisée au cours du stage préparatoire à l'examen du brevet d'Etat de moniteur de tennis.

Etre classé au moins au niveau supérieur de la troisième série du dernier classement de joueurs établi par la fédération française de lawn-tennis.

Etre titulaire du brevet fédéral d'éducateur scolaire (1<sup>er</sup> degré) en ayant exercé en cette qualité un enseignement de six mois au moins dans un centre d'initiation scolaire ou dans une école de club.

Ces deux dernières conditions ne sont pas exigées des candidats étrangers.

En remplacement de celles-ci, les candidats étrangers doivent satisfaire à l'épreuve préalable d'un test de valeur technique, jugé par une commission spéciale composée du directeur technique national du tennis ou de son représentant, d'un représentant de la fédération française de lawn-tennis et d'un représentant de l'association française des professeurs de tennis.

2° En ce qui concerne le brevet d'Etat de professeur de tennis :

Etre titulaire du brevet d'Etat de moniteur de tennis, avoir exercé en cette qualité pendant au moins une année dans une école de tennis et justifier d'un classement d'au moins 4/6.

(Le reste sans changement.)

Art. 3. — L'article 6 de l'arrêté susvisé du 16 janvier 1968 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 6.

Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois.  
Les pièces justificatives des titres invoqués et des enseignements exercés.

Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement du tennis datant de moins de trois mois.

(Le reste sans changement.)

Art. 4. — L'article 7 de l'arrêté susvisé du 16 janvier 1968 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 7.

Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets d'Etat créés par le présent arrêté sont nommés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, et constitués sur les bases suivantes :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, ou son représentant, président.  
Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant.

Un membre du corps de l'inspection de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Le directeur technique national du tennis ou son représentant.  
Trois représentants de la fédération française de lawn-tennis, dont un membre de la commission fédérale d'arbitrage ;

Trois représentants de l'association française des professeurs de tennis ;

Deux techniciens choisis parmi les entraîneurs nationaux et les conseillers techniques régionaux de tennis ;

Un médecin (pour le brevet d'Etat de professeur seulement).

Lorsque les sessions réunissent plus de trente candidats, la composition du jury ci-dessus définie est complétée par un technicien supplémentaire par tranche de dix candidats.

Art. 5. — L'article 8 de l'arrêté susvisé du 16 janvier 1968 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 8.

L'examen du brevet d'Etat de moniteur de tennis est organisé à l'issue d'un stage obligatoire de quinze jours. L'épreuve physique précédemment prévue étant supprimée, il comporte :

Une épreuve écrite ;

Deux épreuves pratiques, l'une technique, l'autre pédagogique ;

Trois épreuves orales.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 6 à l'épreuve écrite et toute note inférieure à 8 aux épreuves pratiques et orales sont éliminatoires après délibération du jury.

#### A. — Epreuve écrite.

(Sans changement.)

#### B. — Epreuves pratiques.

a) L'épreuve technique consiste... (sans changement).

b) L'épreuve pédagogique consiste en :

Une leçon collective donnée à des joueurs débutants (coefficient 2) ;

Une leçon individuelle d'initiation (coefficient 1).

#### C. — Epreuves orales.

(Sans changement.)

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de moniteur de tennis, les candidats doivent avoir obtenu un total de 100 points correspondant à une moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves. La mention « assez bien » est accordée aux candidats ayant obtenu 120 points correspondant à une moyenne de 12 sur 20. La mention « bien » est accordée aux candidats ayant obtenu 140 points correspondant à une moyenne de 14 sur 20. La mention « très bien » est accordée aux candidats ayant obtenu 160 points correspondant à une moyenne de 16 sur 20.

Art. 6. — L'article 9 de l'arrêté susvisé du 16 janvier 1968 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 9.

L'examen du brevet d'Etat de professeur de tennis comporte :

Une épreuve écrite ;

Trois épreuves pratiques, l'une technique, les deux autres pédagogiques ;

Trois épreuves orales.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 8 est éliminatoire après délibération du jury.

#### A. — Epreuve écrite.

(Sans changement.)

#### B. — Epreuves pratiques.

a) L'épreuve technique... (sans changement).

b) Les épreuves pédagogiques consistent :

Dans l'organisation d'un entraînement de plusieurs joueurs à la compétition (coefficient 3) ;

Dans une leçon de perfectionnement donnée à un joueur déjà exercé (coefficient 3).

Quinze minutes au moins sont consacrées à chacune de ces deux épreuves.

#### C. — Epreuves orales.

a) La première épreuve orale porte sur la technique, la tactique et les principes d'entraînement du tennis (coefficient 2) ;

b) La deuxième épreuve orale porte sur l'organisation du sport en France, les structures fédérales, le règlement du tennis et l'arbitrage (coefficient 2) ;

c) La troisième épreuve orale porte sur les notions essentielles d'éducation physique et d'hygiène appliquées au tennis (coefficient 2).

(Le reste sans changement.)

Art. 7. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 mars 1971.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

## MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

### Affectation au ministère d'immeubles sis à Fontevault-l'Abbaye (Maine-et-Loire).

Par arrêté du 19 mars 1971, sont affectés, à titre définitif, au ministère d'Etat chargé de la défense nationale en vue de l'extension du champ de manœuvres de Fontevault-l'Abbaye les immeubles ci-après désignés, d'une superficie totale bâtie et non bâtie de 91 hectares 25 ares 66 centiares, sis à Fontevault-l'Abbaye (Maine-et-Loire) et figurés en teinte bleue et verte sur le plan annexé au présent arrêté :

1° Le domaine du Chardon cadastré section A, n° 901 à 907, 921, 962, 980, 695 et 658 ; section B, n° 261 et 291, pour 55 hectares 67 ares 17 centiares ;

2° Diverses parcelles cadastrées section A, n° 1212 et 1213, pour 6 hectares 4 ares 51 centiares ;

3° Autres parcelles cadastrées section A, n° 1127 à 1131, pour 29 hectares 53 ares 98 centiares.

Les immeubles désignés ci-dessus sont inscrits au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro II-490-246 au nom du ministère de la justice (services pénitentiaires).

En ce qui concerne ledit tableau, l'affectation nouvelle à titre définitif est établie au profit de l'armée de terre.

### Régies d'avances.

Par arrêté interministériel du 5 avril 1971, le montant maximal de l'avance à consentir au régisseur de l'établissement de réserve générale du matériel automobile de Châlons-sur-Marne (Marne) est fixé à 510.000 F.

### Affectation au ministère d'un bâtiment sis à Biscarrosse (Landes).

Par arrêté du 8 avril 1971, est affecté, à titre définitif, au ministère d'Etat chargé de la défense nationale (direction technique des constructions aéronautiques) l'immeuble dit Hôtel des Passagers, affecté, à titre provisoire, à ce département par arrêté du 20 décembre 1958, sis à Biscarrosse (Landes) et contigu à l'hydrobase de Biscarrosse-Hourtiquets, tel que cet immeuble figure teinté en rouge sur le plan annexé au présent arrêté.

L'immeuble désigné ci-dessus est et demeurera inscrit au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro I-400-17 au nom de Constructions aéronautiques.